



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Unité Départementale du Havre
Équipe Territoriale

Arrêté du - 6 MARS 2025 portant prescriptions complémentaires à la société **LOGISTIQUE VAL DE SEINE** relatives à la modification de ses installations

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le livre V du code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2019 autorisant et réglementant les activités exercées par la société LOGISTIQUE VAL DE SEINE sur la commune de Saint-Jean-de-Folleville ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 20 février 2025 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant par courriel du 21 février 2025 ;
- Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT :

que la société LOGISTIQUE VAL DE SEINE exploite régulièrement une installation classée pour la protection de l'environnement située à Saint-Jean-de-Folleville, Route industrielle - ZAC de Port-Jérôme II ;

que les modifications demandées par la société LOGISTIQUE VAL DE SEINE ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

qu'une modification des prescriptions réglementaires actuelles doit être réalisée du fait des modifications apportées par l'exploitant et de l'évolution de la nomenclature des installations classées ;

qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application à l'encontre de la société LOGISTIQUE VAL DE SEINE à Saint-Jean-de-Folleville, des dispositions prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – OBJET

La société LOGISTIQUE VAL DE SEINE, dont le siège social est situé Parc de la Plaine - Route de la Plaine à GONFREVILLE L'ORCHER (76700), est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour l'exploitation des installations de son site de Saint-Jean-de-Folleville (76170).

ARTICLE 2 - AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

ARTICLE 3 - SURVEILLANCE

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

ARTICLE 4 - SANCTIONS

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du code de l'environnement.

ARTICLE 5 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 – INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

1. Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Saint-Jean-de-Folleville et peut y être consultée ;
2. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Saint-Jean-de-Folleville pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Saint-Jean-de-Folleville fait connaître, par procès-verbal adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité ;
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 7 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal administratif de Rouen) :

1. Par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où ladite décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de le notifier à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.


Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

ARTICLE 8 – EXÉCUTION – AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du Havre, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le maire de Saint-Jean-de-Folleville ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le **6 MARS 2025**

Le préfet,
Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général

Zoheir BOUAOUICHE

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du
Société Logistique Val de Seine à Saint-Jean-de-Folleville

ANNEXE 1

Article 1

Le tableau de l'article 1.2.4 du l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2019 est remplacé par :

Rubrique	Désignation de l'activité	Capacité de l'installation	Régime*
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou dans le sol ou dans le sous – sol, la surface du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : supérieure ou égale à 20 ha	surface de 33 hectares	A
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau, la surface soustraite étant : supérieure ou égale à 10 000 m ²	surface de 33 hectares	A
3.2.3.0	Plans d'eau, permanents ou non dont la superficie est : supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	Créations de bassins de 1,39 ha environ	D

Article 2

Les dispositions de l'article 4.4.6 « Gestion des eaux pluviales non polluées » de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2019 sont remplacées par :

« Les eaux de toitures sont regroupées dans les bassins et rejetées sans traitement spécifique dans les fossés du site qui rejoignent la Seine.

Les bassins et les fossés doivent être entretenus afin de garantir une évacuation correcte des eaux. »

Article 3

Les dispositions de l'article 8.3.2 « Comportement au feu des cellules de stockage et des locaux » de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2019 sont remplacées par :

« Afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie et de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre, l'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage.

Les cellules de stockage respectent les dispositions suivantes :

- Concernant les parois séparant les cellules de stockage :
 - elles doivent être au minimum REI 120 ;
 - elles doivent être au minimum REI 240 entre la cellule RAD4.4 et la cellule RAD4.5 de l'entrepôt 4, et entre la cellule RAD4.8 et la cellule RAD4.9 de l'entrepôt 5 et toutes les parois entre la cellule RAD3.5 et la cellule RAD3.9 ;
 - le degré de résistance au feu des murs séparatifs coupe-feu est indiqué au droit de ces murs, à chacune de leurs extrémités, aisément repérable depuis l'extérieur par une matérialisation ;

- elles doivent dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement ;
- si les murs extérieurs n'ont pas un degré coupe-feu 1 heure, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 1 mètre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi.
- La toiture doit être recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives, Cette bande est en matériaux classés A2s1d0 ou comporte en surface une feuille métallique de classe A2s1d0.
- Les ouvertures effectuées dans les murs séparatifs (par exemple baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques, portes et tuyauteries) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois.
- Les portes de communication mises en place dans les murs séparatifs sont EI120. Ces portes sont doublées dans les murs coupe-feu 4 heures des cellules RAD3.6 à 3.9. Ces portes sont également :
 - munies d'un dispositif de fermeture automatique ;
 - dotées d'une plaque signalétique portant la mention « Porte coupe-feu – Ne mettez pas d'obstacles à sa fermeture » ;
 - dégagées de tout obstacle afin de permettre une fermeture immédiate en cas de nécessité ;
 - pourvues d'un système de détection automatique d'incendie asservi à leur fermeture.
- Les portes situées dans le mur séparatif entre les cellules RAD3.5 à 3.6 sont équipées d'un rideau d'eau à déclenchement automatique.
- L'isolement entre les bureaux/locaux sociaux et les cellules de stockage par une paroi REI 120 dépassant au minimum d'un mètre en toiture et des portes d'intercommunication (munies d'un ferme-porte) présentant un classement EI2 120 C (classe de durabilité C2), sans être contigus avec les cellules où sont présentes des matières dangereuses.
- L'isolement entre les locaux de charges, considérés comme locaux à risques, et les cellules de stockage par une paroi REI 120 et un plancher haut coupe-feu de degré 2 heures si les murs REI 120 entre les locaux de charge et les cellules ne montent pas jusqu'au bac acier de la toiture Les portes donnant sur les cellules sont EI2 120 C et à fermeture automatique. Les portes intérieures aux locaux de charge (si elles existent) sont EI 30 et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique. Les portes donnant vers l'extérieur sont E 30.
- l'isolement des autres locaux à risques (local électrique, chaufferie) et les cellules de stockage par une paroi REI 120 et un plafond REI 120. Ces locaux sont uniquement accessibles depuis l'extérieur.

Les cellules de stockage de l'entrepôt 4 respectent les dispositions suivantes dans le cas de stockage de produits inflammables :

- Les parois extérieures sont construites en matériaux de classe A1 ;
- Les murs extérieurs et les murs séparatifs sont coupe-feu de degré minimum 2 heures (au minimum REI 120) ;
- Les portes donnant vers l'extérieur sont coupe-feu de degré minimum 2 heures (au minimum REI 120) ;
- Le sol des aires et locaux de stockage doit être imperméable et incombustible. »

Article 4

Les dispositions de l'article 8.7.1.3 « Réserve incendie » de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2019 sont remplacées par :

« Le site dispose de deux réserves incendie : de 750 m³ et de 2500 m³.

Une plate-forme d'aspiration se situe en bordure de chaque réserve d'eau avec les caractéristiques suivantes :

- présenter une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 160 kilonewtons ;
- posséder une superficie minimale de 64 m² (8 m x 8 m) ;
- être desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres, stationnement exclu.

Quatre colonnes fixes d'aspiration munies de crépines sont installées dans chaque bassin avec les caractéristiques suivantes :

- hauteur des colonnes par rapport au sol : 0,60 mètre ;
- munies de raccord symétriques AR de 100 mm,
- distance entre les colonnes sur une largeur de 6 mètres : 1,50 mètre ; 3 mètres ; 1,50 mètre. »

Article 5

Les dispositions de l'article 9.2.1 « Locaux de charge de batteries » de l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2019 sont remplacées par :

« Le local de charge de batteries est prévu pour recevoir les appareils de manutention et respecte les prescriptions réglementaires qui lui sont applicables.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.

Dans le cas d'une ventilation mécanique, le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.

Les conduits de ventilation doivent être munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules, restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.

Les locaux de recharge de batteries des chariots automoteurs sont exclusivement réservés à cet effet et sont séparés des cellules de stockage par des parois de degré au moins REI 120 et des portes coupe-feu de degré 2 heures (EI 120) à fermeture automatique.

Une détection hydrogène est mise en place et asservie à la charge des chariots dans les locaux de charge présentant ce risque.

La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. »